

ARRÊTÉ N° 2022_344

DONNANT DÉLÉGATION DE SIGNATURE À MME LOUISE VÉRON, CHEFFE DE SERVICE ADJOINTE DE L'OFFRE MÉDICO-SOCIALE À LA DIRECTION DE L'AUTONOMIE

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu l'élection le 1^{er} juillet 2021 de M. Stéphane Troussel à la présidence du Conseil départemental de la Seine-Saint-Denis ;

Vu l'arrêté du président du Conseil départemental n°2022-016 du 12 janvier 2022 relatif à la transformation de la direction de la population âgée et des personnes handicapées en direction de l'autonomie ;

Sur proposition du directeur général des services du Département ;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. - Délégation est donnée à Mme Louise Véron, cheffe de service adjointe de l'offre médico-sociale à la direction de l'autonomie, à l'effet de signer en cas d'absence ou d'empêchement de Mme Christelle Gallo, cheffe du service de l'offre médico-sociale à la direction de l'autonomie, dans la limite de ses attributions :

I - En matière d'administration générale

- a) toutes correspondances administratives courantes, à l'exception des courriers adressés aux élus, ministres, représentants de l'Etat ou organismes publics de niveau national ou régional,
- b) les authentications des documents administratifs ou comptables, les extraits conformes et les certificats,
- c) les mentions de la publicité et du caractère exécutoire de tous actes administratifs pris par les instances délibérantes du Département et par le président du Conseil départemental ou les vice-présidents.

II - En matière de budget et de comptabilité

- a) les engagements des dépenses dans la limite de 16.000 €
- b) les liquidations des dépenses et des recettes.

III – En matière d'aide sociale aux personnes âgées et aux personnes handicapées et de prise en charge de ces personnes en établissement

- a) les décisions et notifications d'attribution ou de rejet des aides aux personnes âgées et aux personnes handicapées,
- b) les décisions autorisant les établissements à percevoir les revenus des bénéficiaires de l'aide sociale,
- c) les propositions d'approbation des documents d'activités et financiers des établissements et services sociaux et médico-sociaux fournissant des prestations financées par l'aide sociale départementale,
- d) les décisions d'approbation des documents d'activités et financiers des établissements et services sociaux et médico-sociaux fournissant des prestations financées par l'aide sociale départementale,
- e) les rapports devant les commissions de sélection des appels à projet.

ARTICLE 2. - Le présent acte peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou publication.

ARTICLE 3. - Le directeur général des services du Département est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié sur le site internet du Département.

Le président du Conseil départemental

Reçu pour notification
un exemplaire du présent arrêté
le

Louise Véron

Date d'affichage du présent acte,
le

Date de notification du présent acte,
le

Certifie que le présent acte est devenu exécutoire,
le